

1985/33, du 13 mars 1985, de nommer un rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture<sup>164</sup>,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>164</sup>,

2. *Exprime sa satisfaction* devant le nombre d'Etats qui ont signé la Convention depuis qu'elle a été ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion le 4 février 1985;

3. *Prie* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier la Convention à titre prioritaire;

4. *Invite* tous les Etats à envisager, lorsqu'ils ratifieront la Convention ou qu'ils y adhéreront, la possibilité de faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention;

5. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-deuxième session et à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session un rapport sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

6. *Décide* d'examiner le rapport du Secrétaire général, prévu au paragraphe 5 ci-dessus, à sa quarante et unième session, au titre de la question intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

116<sup>e</sup> séance plénière  
13 décembre 1985

#### 40/129. Stratégie et politique du contrôle des drogues

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 32/124 du 16 décembre 1977, par laquelle elle a prié la Commission des stupéfiants d'étudier la possibilité de lancer un programme bien conçu de stratégie et de politique internationales pour la lutte contre l'abus des drogues,

*Rappelant également* sa résolution 36/168 du 16 décembre 1981, par laquelle elle a adopté la Stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues et le programme quinquennal d'action de base<sup>165</sup> proposés par la Commission des stupéfiants dans sa résolution I (XXIX) du 11 février 1981<sup>165</sup>, ainsi que sa résolution 38/98 du 16 décembre 1983, par laquelle elle a décidé que, à partir de sa huitième session extraordinaire, la Commission des stupéfiants, réunie pendant ses sessions en séance plénière et en présence de tous les observateurs intéressés, constituerait l'équipe de travail envisagée dans la résolution 36/168 de l'Assemblée générale pour examiner, suivre et coordonner l'application de la Stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues et du programme quinquennal d'action de base,

*Prenant note* de la résolution 2 (XXI) de la Commission des stupéfiants, en date du 20 février 1985<sup>163</sup>, et de la décision 1985/130 du Conseil économique et social, en date du 28 mai 1985,

*Approuve* le programme d'action pour 1986, cinquième année du programme quinquennal d'action de base relatif à la Stratégie internationale de lutte contre l'abus des dro-

gues, que la Commission des stupéfiants a examiné à sa trente et unième session<sup>166</sup>.

116<sup>e</sup> séance plénière  
13 décembre 1985

#### 40/130. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant une fois de plus* la validité permanente des principes et des normes énoncés dans les principaux instruments relatifs à la protection internationale des droits de l'homme, en particulier dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>6</sup>, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme<sup>24</sup>, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>11</sup> et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>25</sup>,

*Ayant à l'esprit* les principes et les normes établis dans le cadre de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que l'importance des activités menées en ce qui concerne les travailleurs migrants et leurs familles dans d'autres institutions spécialisées et dans différents organes de l'Organisation des Nations Unies,

*Déclarant à nouveau* que, bien qu'il existe un ensemble de principes et de normes déjà établis, il est nécessaire de poursuivre les efforts en vue d'améliorer la situation et de faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants et de leurs familles,

*Rappelant* sa résolution 34/172 du 17 décembre 1979, par laquelle elle a décidé de créer un groupe de travail, ouvert à tous les Etats Membres, chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles,

*Rappelant également* ses résolutions 35/198 du 15 décembre 1980, 36/160 du 16 décembre 1981, 37/170 du 17 décembre 1982, 38/86 du 16 décembre 1983 et 39/102 du 14 décembre 1984, par lesquelles elle a renouvelé le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles et a prié celui-ci de poursuivre ses travaux,

*Ayant examiné* les progrès réalisés par le Groupe de travail lors de sa cinquième réunion intersessions<sup>167</sup>, tenue du 3 au 14 juin 1985, ainsi que le rapport du Groupe de travail présenté à l'Assemblée générale lors de sa session en cours<sup>168</sup>, durant laquelle le Groupe a poursuivi la deuxième lecture du projet de convention,

1. *Prend acte avec satisfaction* des rapports du Groupe de travail chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles et, en particulier, des progrès que le Groupe de travail a accomplis dans la rédaction du projet de convention, en deuxième lecture;

2. *Décide* que, pour pouvoir achever sa tâche aussi tôt que possible, le Groupe de travail tiendra à nouveau une réunion intersessions d'une durée de deux semaines, à New York, immédiatement après la première session ordinaire de 1986 du Conseil économique et social;

3. *Invite* le Secrétaire général à transmettre aux gouvernements les rapports du Groupe de travail, afin de permettre aux membres du Groupe de poursuivre la rédaction du

<sup>164</sup> A/40/604.

<sup>165</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1981, Supplément n° 4 (E/1981/24), chap. XI, sect. A.

<sup>166</sup> Voir A/40/773, annexe.

<sup>167</sup> Voir A/C.3/40/1.

<sup>168</sup> A/C.3/40/6.